



SA ESKER

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 8.812.530 Euros
Siège social : 10, Rue des Emeraudes
Immeubles "GEO CHAVEZ" à LYON (69006)
331 518 498 RCS LYON

Rapport Financier Semestriel 2009

Exercice clos le 30 juin 2009

TABLE DES MATIERES

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	2
ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE	3
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE*	4
ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL	4
ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	5
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	6
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	7
1. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation	7
2. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie	10
NOTE 1 Informations sectorielles	10
NOTE 2 Immobilisations incorporelles	11
NOTE 3 Immobilisations corporelles	11
NOTE 4 Contrat de location financement	12
NOTE 5 Trésorerie, équivalents de trésorerie	12
NOTE 6 Capitaux propres	13
NOTE 7 Plans de stocks options et bons de souscription d'actions	13
NOTE 8 Provisions	13
NOTE 9 Dettes financières	14
NOTE 10 Chiffre d'affaires	14
NOTE 11 Frais de recherche et développement	15
NOTE 12 Autres produits et charges opérationnels	15
NOTE 13 Résultat par action	15
NOTE 14 Transactions avec les parties liées	15
NOTE 15 Engagements hors bilan et passifs éventuels	16
NOTE 16 Evénements post-clôture	16
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	17
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE	
2009 19	

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Lyon, le 28 août 2009

Jean-Michel BERARD
Président du Directoire

ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2009	31/12/2008
Ecarts d'acquisition		358	358
Immobilisations incorporelles	2	3 059	2 897
Immobilisations corporelles	3&4	2 344	2 728
Titres mis en équivalence		0	0
Autres actifs financiers non courants		201	188
Impôts différés actifs		1 230	1 244
Autres actifs non courants		41	143
Total des Actifs non courants		7 234	7 558
Stocks		117	130
Créances clients		5 412	6 902
Autres actifs courants		732	634
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	6 749	5 726
Total des Actifs courants		13 010	13 392
TOTAL ACTIF		20 244	20 950
PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2009	31/12/2008
Capital social		8 828	8 813
Primes d'émission		17 197	17 190
Réserves consolidées		-18 003	-18 150
Total des Capitaux Propres	6	8 022	7 853
		<i>Dont Part du groupe</i>	<i>8 022</i>
		<i>Dont Intérêts minoritaires</i>	<i>0</i>
Provisions non courantes	8	0	0
Dettes financières non courantes	9	1 568	1 565
Autres passifs non courants		164	163
Total des Passifs non courants		1 732	1 728
Dettes financières courantes	9	473	463
Dettes fournisseurs		1 888	1 989
Dettes sociales et fiscales		2 562	3 114
Autres passifs courants		5 567	5 803
Total des Passifs courants		10 490	11 369
TOTAL PASSIF		20 244	20 950

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE*

(en milliers d'euros)	Note	30/06/09	30/06/08
Chiffre d'affaires	10	13 121	12 666
Production immobilisée		524	607
Achats consommés		-506	-617
Variations de stocks		-5	-8
Charges externes		-3 999	-4 584
Charges de personnel		-8 330	-8 825
Impôts et taxes		-267	-251
Dotations nettes aux amortissements		-806	-664
Dotations nettes aux provisions		-1	-21
Autres produits et charges d'exploitation		142	173
Résultat Opérationnel courant		-128	-1 523
Autres produits et charges opérationnels	12	101	-19
RESULTAT OPERATIONNEL		-27	-1 542
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		48	77
Coût de l'endettement financier brut		-29	-42
Coût de l'endettement financier net		19	35
Impôt		35	-5
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0	0
RESULTAT NET		27	-1 512
Résultat par action en euros	13	0,01	-0,35
Résultat dilué par action en euros		0,01	-0,35

* concernant la présentation du compte de résultat consolidé, se référer à la note de l'annexe sur les règles et méthodes comptables

ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	30/06/09	30/06/08
Résultat net de l'ensemble consolidé	27	-1 512
Autres éléments du résultat global		
- Pertes et profits de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangères	-78	-205
RESULTAT GLOBAL TOTAL	-51	-1 717

ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Capital et prime d'émission	Ecart de conversion	Résultat et réserves	Capitaux Propres Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres consolidés
Situation au 1er janvier 2008	8 788	-3	-329	8 459	0	8 459
Résultat net de la période			-1 512	-1 512		-1 512
Ecarts de conversion		-205		-205		-205
Résultat global			-1 512	-1 717		-1 717
Stock options			266	266		266
Autres mouvements			1	1	-1	0
Actions propres			-47	-47		-47
Dividendes				0		0
Augmentation de capital	46			46		46
Situation au 30 juin 2008	8 834	-208	-1 887	7 009	-1	7 008
Situation au 1er janvier 2009	26 004	-283	-17 868	7 853	0	7 853
Résultat net de la période			27	27		27
Ecarts de conversion		-78		-78		-78
Résultat global	0	-78	27	-51		-51
Stock options			207	207		207
Autres mouvements			-13	-13		-13
Actions propres			6	6		6
Dividendes				0		0
Augmentation de capital	22			22		22
Situation au 30 juin 2009	26 026	-361	-17 641	8 022	0	8 022

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	30 juin 2008	30 juin 2008	31/12/2008
Résultat net consolidé	27	-1 512	-1 112
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	0	0	0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	808	682	1 445
Charges et produits calculés	97	327	383
Plus et moins values de cession	-17	-12	-14
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier	915	-515	702
Intérêts payés et reçus	29	37	70
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	-35	5	142
Impôts versés	74	-2	-150
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	557	-206	863
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	1 540	-681	-1 935
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-684	-994	-1 935
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	106	13	20
Augmentation, diminution des immobilisations financières	-13	95	92
Investissement dans une entreprise associée			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-591	-886	-1 823
Augmentation de capital ou apports	0	0	0
Frais d'augmentation de capital	0	0	0
Sommes reçues lors de l'exercice d'options de souscription d'actions	22	46	47
(Augmentation) Diminution des actions propres	0	0	0
Remboursement d'emprunt - contrats de location financement	-211	-208	-416
Augmentation des dettes financières	218	120	300
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	29	-42	-69
VARIATION DE TRESORERIE	978	-1 609	-265
Incidences des variations de taux de change	45	-198	-77
Trésorerie à l'ouverture	5 726	6 068	6 068
Trésorerie à la clôture	6 749	4 261	5 726

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation

Arrêté des comptes

Les comptes consolidés résumés du groupe Esker au 30 juin 2009 ont été arrêtés par le Directoire et présentés pour approbation au Conseil de surveillance du 27 août 2009.

Principes et méthodes comptables

Les états financiers intermédiaires résumés au 30 juin 2009 du groupe Esker ont été préparés conformément à la norme IAS 34. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 décembre 2008. Ils sont décrits dans la note « Principes et méthodes comptables » des comptes consolidés du document de référence 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 avril 2009 sous le numéro D. 09-339.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2009 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) avant le 30 juin 2009 et qui sont d'application obligatoire à cette date. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias).

- **Nouvelles normes et interprétations IFRS d'application obligatoire au 30 juin 2009**

La norme IAS1 révisée a eu pour seul impact une modification de la présentation des états financiers. Le groupe a choisi l'option de compte de résultat global en deux états financiers distincts.

La norme IFRS 8 est relative aux informations sectorielles à communiquer en annexe. L'application de cette norme a conduit à modifier la répartition sectorielle en un seul segment. En effet, conformément à la norme, chaque élément sectoriel présenté doit être l'indicateur utilisé par le principal décideur opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le principal décideur du Groupe est le Président du directoire. Le reporting interne utilisé par le Président du directoire, qui satisfait aux critères de découpage de l'entité par secteurs opérationnels, représente le Groupe dans son ensemble. L'activité du Groupe n'est pas organisée sur la base de différences entre produits et services, ou de différences entre zones géographique. Les produits et services développés par le Groupe sont commercialisés de manière identique dans toutes les filiales. Ainsi, de notre point de vue, aucun de ces niveaux de suivi, par produit ou par zone géographique, ne correspond aux critères de segment opérationnel selon IFRS 8. C'est pourquoi nous considérons le Groupe Esker comme un segment unique.

La norme IAS 23 « Coûts d'emprunts » et l'amendement de la norme IAS 38 relatif au traitement comptable des frais de publicité n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés semestriels.

- **Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui entrent en vigueur postérieurement à cette date**

Le Groupe Esker a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date. Le Groupe n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur ses capitaux propres

- **Normes et interprétations d'application obligatoire au facultative en 2009 et non encore adoptées au niveau européen**

Le Groupe n'a pas utilisé de principes comptables d'application obligatoire ou facultative en 2009 et non encore adoptées au niveau européen. Il ne s'attend pas à ce que les normes et interprétations, publiées par l'IASB, mais non encore approuvées au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers.

• Présentation du compte de résultat consolidé du Groupe

A compter de l'exercice 2009, Esker a décidé de présenter son compte de résultat consolidé par nature et non plus par destination. Cette décision a été prise afin d'améliorer la qualité de l'information ainsi présentée. Le compte de résultat au 30 juin 2008 a été retraité afin de présenter une forme comparable avec le compte de résultat au 30 juin 2009. Ce retraitement est sans impact sur les niveaux de résultat affichés pour ces exercices.

Estimations et hypothèses ayant un effet significatif sur la période

La préparation des comptes consolidés conformes aux règles IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui ont une incidence sur les actifs et passifs figurant au bilan et mentionnés dans les notes annexes ainsi que sur les charges et produits du compte de résultat. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des impôts différés, l'évaluation et la dépréciation des actifs corporelles et incorporelles, l'évaluation de la provision pour régime de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, la valorisation des paiements en actions ainsi que l'évaluation de certaines provisions.

Au 30 juin 2009, aucun changement d'estimation significatif n'est à signaler par rapport au 31 décembre 2008. Les principes comptables sont identiques à ceux appliqués pour l'établissement des états financiers consolidés annuels de 2008. Toutefois, dans le cadre d'une clôture intermédiaire, le Groupe peut avoir recours d'une manière plus large aux estimations que lors de la préparation des rapports financiers annuels car certaines charges sont estimées sur la base de la charge annuelle anticipée (bonus basés sur la performance annuelle, par exemple).

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôts sur le résultat est comptabilisée dans les comptes consolidés semestriels sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour l'ensemble de l'exercice.

La crise économique et financière accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à la norme IAS10.

Périmètre de consolidation

Aucune variation du périmètre de consolidation n'a été constatée au cours du premier semestre 2009.

Sociétés	Sièges	2009		2008		Méthode de consolidation (1)
		Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt	
ESKER S.A.	Lyon (France)	Société consolidante				
ESKER GmbH	Munich (Allemagne)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Ltd	Derbyshire (Royaume-Uni)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Srl	Milan (Italie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Iberica Sl	Madrid (Espagne)	99,8%	99,8%	99,8%	99,8%	I. G.
ESKER Inc	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Australia Pty Ltd	Sydney (Australie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Document Automation Asia Pte Ltd	Singapour	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.

(1) : I.G. : Intégration Globale / M.E. : Mise en Equivalence

Caractère saisonnier des activités de la période

L'activité du groupe est marquée par une relative saisonnalité, le chiffre d'affaires réalisé au cours du dernier trimestre de l'exercice étant historiquement plus élevé. L'amplitude de cette variation demeure toutefois variable et par conséquent difficile à chiffrer.

2. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie

NOTE 1 Informations sectorielles

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée selon un seul secteur.

■ Informations relatives aux produits et services

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/09	30/06/08
Vente de logiciels	2 550	3 577
Vente de cartes fax	363	648
Contrats de maintenance et mise à jour	4 283	3 828
Prestations de services	1 780	1 827
trafic	4 145	2 786
CHIFFRE D'AFFAIRES	13 121	12 666

■ Informations relatives aux zones géographiques

Au 30 juin 2009 <i>En milliers d'euros</i>	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du sud	Australie, Asie	Etats- Unis	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	4 284	515	1 007	996	729	5 590	13 121
Immobilisations corporelles et incorporelles	5 034	11	57	74	73	512	5 761

Au 30 juin 2008 <i>En milliers d'euros</i>	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du sud	Australie, Asie	Etats- Unis	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	3 522	573	1 237	967	885	5 482	12 666
Immobilisations corporelles et incorporelles	5 053	14	76	100	88	433	5 764

■ Informations relatives aux principaux clients

Sur le premier semestre 2009, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 2,3 % du chiffre d'affaires total du groupe.

Sur le premier semestre 2008, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 1,8 % du chiffre d'affaires total du groupe.

NOTE 2 Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2009			31/12/2008
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
Logiciels et autres	854	741	113	120
Frais de développement	3 569	1 627	1 942	2 264
Immobilisations incorporelles en-cours	1 004		1 004	512
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 427	2 368	3 059	2 897

Les frais de développement capitalisés à l'actif sont constitués des éléments suivants :

- coûts engagés dans le cadre du développement des logiciels de dématérialisation,
- coûts liés au développement de l'activité « On Demand » de l'ensemble de nos solutions.

■ Variations constatées au cours du 1^{er} semestre 2009

Au 30/06/2009 <i>En milliers d'Euros</i>	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Transfert	Effet Change	Clôture
Logiciels et autres	853	44	-40		-3	854
Frais de développement	3 537			32		3 569
Immobilisations incorporelles en-cours	512	524		-32		1 004
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES	4 902	568	-40	0	-3	5 427
Logiciels et autres	733	27	-17		-2	741
Frais de développement	1 273	354				1 627
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	2 006	381	-17	0	-2	2 368
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES	2 897	187	-23	0	-1	3 059

Les variations constatées concernent principalement les frais de développement qui ont été immobilisés sur la période, et portent notamment sur :

- les développements engagés au titre de nos solutions « à la demande » (SaaS) (immobilisations en cours),
- les développements en cours de nouvelles fonctionnalités du service FlyDoc (immobilisations en cours).

NOTE 3 Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2009			31/12/2008
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
Matériel de bureau informatique	2 010	1 464	546	708
Installations et agencements	609	258	351	382
Matériel et outillage	2 041	748	1 293	1 456
Matériel de transport	43	38	5	14
Mobilier	357	209	148	169
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 060	2 716	2 344	2 728

■ Variations constatées au cours du 1^{er} semestre 2009

Au 30/06/09 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Trans- fert	Effet Change	Clôture
Matériel de bureau informatique	2 055	100	-154		9	2 010
Installations et agencements	610	14	-19		4	609
Matériel et outillage	2 033				8	2 041
Matériel de transport	68		-25			43
Mobilier	361	2	-3		-3	357
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES	5 125	116	-201		18	5 060
Matériel de bureau informatique	1 347	184	-69		2	1 464
Installations et agencements	228	47	-19		2	258
Matériel et outillage	577	168			3	748
Matériel de transport	54	5	-21			38
Mobilier	192	22	-3		-2	209
IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS	2 397	426	-112		5	2 716
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES	2 728	(310)	-89		13	2 344

NOTE 4 Contrat de location financement

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
01/01/2008	1 162	-212	950
Augmentation	726	-332	394
Diminution			
Ecart de conversion	-13	3	-10
31/12/2008	1 875	-541	1 334
Augmentation		-169	-169
Diminution			0
Ecart de conversion	11	-4	7
30/06/2009	1 886	-714	1 172

Les engagements relatifs aux contrats de location financement s'analysent de la manière suivante au titre de l'exercice clos au 30 juin 2009 :

en milliers d'euros	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL
Total des loyers futurs minimaux	421	820	0	1 241
Valeurs actualisées des paiements minimaux	383	691	0	1 074

NOTE 5 Trésorerie, équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	Valeur Nette 30/06/09	Valeur Nette 31/12/08
Valeurs mobilières de placement	3 090	2 153
Disponibilités	3 659	3 573
TOTAL TRESORERIE NETTE	6 749	5 726

NOTE 6 Capitaux propres

	Valeur (en milliers d'euros)	Nombre d'actions
Capital social au 31/12/2007	8 787	4 393 887
Levée de stock options et de bons de souscriptions d'actions	25	12 378
Capital social au 31/12/2008	8 813	4 406 265
Levée de stock options et de bons de souscriptions d'actions	15	7 603
CAPITAL SOCIAL AU 30/06/2009	8 828	4 413 868

7 603 options d'achat d'actions ont été exercées au cours du premier semestre 2009, générant une augmentation du capital social de 15 K€ et une prime d'émission de 7 K€.

La part du capital social détenu en propre par le groupe au 30/06/09 représente 36 002 actions, contre 37 326 au 31/12/2008.

Aucun dividende n'a été payé au cours de la période.

NOTE 7 Plans de stocks options et bons de souscription d'actions

Les variations du nombre d'options et de bons de souscriptions d'actions attribués au personnel du groupe au cours du premier semestre 2009 se présentent de la manière suivante :

	Options de souscription d'actions		Bons de souscription d'actions		Actions gratuites attribuées, non émises	
	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €
Solde à exercer au 31/12/2008	447 017	5,79	169 700	3,88	54 000	2,15
Quantité attribuée	118 300	2,74			51 000	2,79
Quantité exercée	-7 605	2,92				
Quantité échue ou perdue pour cause de départ	-13 401	3,61				
Solde à exercer au 30/06/2009	544 311	5,22	169 700	3,88	105 000	2,46

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 l'attribution d'options d'achat, de souscription d'actions et d'actions gratuites est assimilée à des paiements fondés sur des actions dont le coût est estimé à 207 K€ au titre des droits d'exercice acquis au cours du 1^{er} semestre 2009. La charge relative au 1^{er} semestre 2008 s'élevait à 266 K€.

NOTE 8 Provisions

Suivi des litiges au 30/06/09

En date du 29 août 2006, la société a reçu une assignation devant le tribunal de grande instance de Lyon à la demande d'un opérateur de courrier pour différents motifs dont concurrence déloyale et utilisation de marques déposées. Un montant total de 185 K€ est demandé à titre de dommages et intérêts. La société est condamné à payer 6 K€ de dommages et intérêts et 1,5 K€ au titre de l'article 700. La Direction du groupe, après avoir pris conseil auprès de ses avocats, attend la notification par huissier toujours par réalisée à ce jour pour décider de faire appel de la décision. En attendant la notification et étant donné le caractère non significatif des sommes demandés au titre des dommages et intérêts, aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 30/06/2009.

NOTE 9 Dettes financières

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/09	31/12/08
OSEO Anvar	879	690
Contrat de location financement	1 162	1 338
TOTAL DETTES FINANCIERES	2 041	2 028
<i>Dont part courante</i>	473	463
<i>Dont part non courante</i>	1 568	1 565

Dettes financières OSEO Anvar

Au cours de l'exercice 2006, OSEO Anvar a attribué à la société Esker France une aide à l'innovation d'un montant total de 580 K€ concernant son projet de développement d'une infrastructure de dématérialisation à la demande de l'acheminement du courrier. Les sommes de 230 K€ chacune ont été versées au cours du 2^{ème} semestre 2006 et au cours du premier semestre 2007. Le solde de 120 K€ a été versé par OSEO Anvar en mars 2008.

Sauf échec technique ou commercial du programme, l'aide attribuée doit être remboursée selon un échéancier échelonné sur 4 ans à compter du 30/09/2009.

Au cours de l'exercice 2008, OSEO Anvar a attribué à la société Esker France deux aides à l'innovation d'un montant total de 995 K€.

La première aide d'un montant de 450 K€ concerne son projet de développement d'une usine courrier dématérialisée entièrement paramétrable. Une somme de 180 K€ a déjà été versée par OSEO Anvar à ce titre et le solde sera versé au plus tard le 28/02/2011.

La deuxième aide d'un montant de 545 K€ concerne son projet de développement de ses solutions de dématérialisation en mode SaaS (Software as a Service). Une somme de 218 K€ a déjà été versée début 2009 par OSEA Anvar et le solde sera versé au plus tard le 28/02/2011.

Sauf échec technique ou commercial du programme, les deux aides attribuées doivent être remboursées selon un échéancier échelonné sur 4 ans à compter du 31/03/2012.

Ces dettes qui ne portent pas intérêt et qui n'ont pas de date de remboursement prédéfinie, ont été actualisées sur la période en appliquant le taux d'actualisation OAT à 5 ans. La valeur actualisée au 30 juin 2009 s'élève à 878 K€, la différence de 30 K€ a été comptabilisée en produit financier de la période.

Contrat de location financement

La dette financière comptabilisée est la contrepartie de l'immobilisation des contrats de location financement, tel que décrit dans la note 4 ci-dessus.

NOTE 10 Chiffre d'affaires

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/09	30/06/08
Vente de logiciels	2 550	3 577
Vente de cartes fax	363	648
Contrats de maintenance et mise à jour	4 283	3 828
Prestations de services	1 780	4 613
trafic	4 145	
CHIFFRE D'AFFAIRES	13 121	12 666

NOTE 11 Frais de recherche et développement

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/09	30/06/08
Dépenses de R&D de la période	-1 784	-1 945
Frais de développement immobilisés	524	607
Amortissements des frais de développement immobilisés	-354	-234
DEPENSES DE R&D NON IMMOBILISEES	-1 614	-1 572

L'analyse des frais de développement immobilisés au cours du premier semestre 2009 est présentée dans la Note 2.

NOTE 12 Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/09	30/06/08
Autres produits et charges opérationnels	1	43
Résultat de change	100	-63
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	101	-19

NOTE 13 Résultat par action

	30/06/2009		30/06/2008	
	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions
Bases de calcul du résultat par action	27 000	4 364 848	-1 512 000	4 379 617
Stock options ayant un effet dilutif	N/A	N/A	N/A	N/A
Bons de souscriptions d'actions ayant un effet dilutif	N/A	N/A	N/A	N/A
Bases de calcul du résultat dilué par action	27 000	4 364 848	-1 512 000	4 379 617
Résultat par action	0,01		-0,35	
Résultat dilué par actions	0,01		-0,35	

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions approprié. Pour le calcul du résultat net par action, le nombre d'actions retenu est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier tenant compte de la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le nombre d'action retenu pour le calcul du résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend notamment en compte le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net par action, complété du nombre de stock-option et bons de souscriptions d'actions et d'actions gratuites dilutifs.

Au 30 juin 2009, les instruments financiers émis par la société n'ont pas d'effets dilutifs compte tenu de la perte constatée. Par conséquent, le résultat dilué par action est égal au résultat par action.

NOTE 14 Transactions avec les parties liées**Relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker détenues majoritairement**

Dans le cadre des relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker des facturations sont réalisées sur les éléments suivants :

- ventes de produits par la société mère à ses filiales

- royalties
- refacturation de dépenses marketing
- refacturation de frais de personnel

L'ensemble de ces transactions sont réalisées à des conditions normales, et sont intégralement éliminées dans les comptes consolidés.

Autres transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages de toutes natures dus aux mandataires sociaux, considérés comme des parties liées à la société, sont présentés ci-après.

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/09	30/06/08
Conseil de Surveillance	33	50
Directoire	140	147
Total	173	197

NOTE 15 Engagements hors bilan et passifs éventuels

Les engagements et passifs éventuels sont listés ci-dessous.

Obligations contractuelles <i>(en milliers d'euros)</i>	TOTAL	A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Charge de la période
Dettes à long terme	-				
Obligation en matière de location financement	Information mentionnée dans la Note 4 de l'annexe				
Contrats de location simple	5 373	1 507	3 568	299	752
Obligations d'achat irrévocables	-				
Autres obligations long terme	-				
TOTAL	5 373	1 507	3 568	299	752

NOTE 16 Evénements post-clôture

Aucun événement particulier n'a été identifié.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Une activité stable malgré une conjoncture difficile

Le chiffre d'affaires d'Esker pour le premier semestre 2009 est en progression de 3,6% à taux de change courants et stable (-1%) à taux de change constants. Dans un environnement qui demeure peu propice aux investissements importants en technologies de l'information et où les cycles de décisions continuent de s'allonger fortement, cette performance est satisfaisante. Elle confirme la pertinence du positionnement des solutions Esker qui, en proposant aux entreprises d'automatiser et de dématérialiser leurs flux documentaires, leur permettent d'améliorer leur compétitivité tout en réduisant sensiblement leurs coûts opérationnels.

Au cours du premier semestre, l'activité d'Esker a été très dynamique en Europe avec une progression de 10% par rapport à 2008. La France en particulier a vu ses ventes croître de plus de 20%, alors qu'au Royaume Uni ou en Allemagne les marchés ont été plus atones. Les Etats-Unis, quant à eux, demeurent sensiblement affectés par la conjoncture économique, même si certains signes de reprise commencent à apparaître.

Une transition maîtrisée vers un modèle de revenus récurrents

Depuis plusieurs années, Esker investit dans le développement et la commercialisation d'offres logicielles en mode SaaS (Software as a Service). Ce nouveau mode de commercialisation des logiciels d'entreprises s'affirme de plus en plus au niveau mondial comme une révolution du métier d'éditeur et vient remplacer le modèle traditionnel basé sur les ventes de licences. Précurseur dans ce domaine, Esker réalise aujourd'hui près d'un tiers de son chiffre d'affaires en mode SaaS, dont 73% en France. Ces activités sont en croissance de 48% au 30 juin 2009.

Les offres SaaS d'Esker (FlyDoc et Esker on Demand) atteignent aujourd'hui une maturité qui permet leur commercialisation dans toutes les filiales du Groupe. Pour le premier semestre 2009, la croissance des solutions SaaS hors de France atteint 65%, y compris sur le marché américain pourtant difficile sur la période.

Le modèle SaaS présente le grand avantage de procurer à la société un revenu récurrent et prévisible, peu sensible aux variations conjoncturelles. A moyen terme, il assure à l'éditeur une rentabilité supérieure, tout en permettant à ses clients de maîtriser leurs coûts et de dynamiser leur système d'information.

L'évolution vers un modèle SaaS exige une gestion rigoureuse de la période de transition et des besoins de financement associés, du fait de la répartition du nouveau revenu sur plusieurs années en remplacement d'une rémunération immédiate pour les ventes de licences. Esker a su gérer cette révolution de son modèle économique en créant un chiffre d'affaires SaaS dynamique et significatif dans l'activité du Groupe, tout en contenant ses coûts et en assurant une croissance régulière de son activité. Cette création de valeur sera apparente dans les états financiers que publiera le Groupe dans les années à venir et représente un atout majeur dans la capacité d'Esker à assurer sa croissance dans un environnement économique mouvant.

Un premier semestre équilibré

Les mesures de contrôle strict des coûts mises en place par Esker dès le deuxième trimestre 2008 ont pleinement produit leurs effets sur le premier semestre 2009. Ces économies ont principalement porté sur des efforts de rationalisation et de modération des investissements commerciaux, marketing et consulting réalisés dans les différentes filiales du Groupe. Ainsi, les dépenses opérationnelles, hors dotations aux amortissements et provisions, sont en diminution de plus de 8% (soit 1,2 million d'euros) par rapport à 2008. Le résultat opérationnel dégagé sur la période est équilibré à -27 K€, à comparer avec une perte de 1 542 K€ pour le premier semestre 2008.

Au-delà du compte de résultat, l'activité d'Esker est fortement génératrice de trésorerie. Sur le premier semestre 2009, la trésorerie générée par l'activité du Groupe se monte à 1,5 million d'euros, à comparer à une consommation de 0,7 million d'euros pour les six premiers mois de 2008. La trésorerie générée par l'activité a permis de financer intégralement les investissements du Groupe pour le semestre et de dégager un excédent net de trésorerie de près d'un million d'euros.

Au 30 juin 2009, la trésorerie du Groupe se monte à plus de 6,7 millions d'euros.

Tendances pour 2009

Esker réalise sa meilleure performance pour un premier semestre depuis que le Groupe a entamé son repositionnement sur les solutions de dématérialisation en 2001. La récurrence du chiffre d'affaires (activités SaaS, maintenance logicielle, consulting et services) ainsi que la saisonnalité traditionnelle des activités en faveur du deuxième semestre de l'année, permet d'envisager une année 2009 rentable hors modification des conditions de marchés.

Les solutions SaaS devraient continuer à progresser sur un rythme comparable à celui du premier semestre. Par ailleurs, si les premiers signes de reprise se confirment, le deuxième semestre 2009 pourrait être plus dynamique que le premier, principalement pour ce qui concerne le quatrième trimestre.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2009

Période du 1er janvier au 30 juin 2009

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2. III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ESKER, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire, dans un contexte décrit dans le paragraphe « Estimations et hypothèses ayant un effet significatif sur la période » de la note 1 de l'annexe, caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Principes et méthodes comptables » qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2009, de nouvelles normes et interprétations ainsi que le changement de présentation du compte de résultat consolidé du groupe.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Villeurbanne, le 28 août 2009
Les Commissaires aux Comptes

ORFIS BAKER TILLY

DELOITTE & ASSOCIES

Jean-Louis FLECHE

Alain DESCOINS